

Rapport à l'intention des Vert-e-s lausannois-es, à l'occasion de l'AG du 19 juin 2019

L'urgence climatique impose que la politique énergétique s'oriente fortement vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Ville de Lausanne dispose de Services industriels qui sont un acteur important à l'échelle cantonale et même nationale, et elle peut jouer un rôle significatif dans une telle réduction. La fourniture de carburants est évidemment en dehors du périmètre d'activités des SiL, mais l'électricité et le chauffage en font partie, et ils peuvent créer une différence, en fournissant à l'ensemble des lausannois une électricité 100% renouvelable (conformément à un postulat vert, auquel il sera répondu favorablement) et en accélérant la transition vers des énergies primaires non polluantes et aussi peu émettrices de gaz à effet de serre que possible.

Il ne faut pas se cacher toutefois que des paramètres assez austères prévalent: même très volontariste, une stratégie énergétique ne déploiera ses effets que sur le long terme. C'est ce qui fait le caractère frustrant des politiques publiques, en matière climatique et énergétique: l'action urgente s'impose, mais les possibilités d'intervenir sont dérisoires à l'échelle planétaire, et les effets de l'action ne se feront pas sentir avant des décennies, alors que l'inaction pèjore de manière rapide, et de moins en moins remédiable, la situation locale et globale. Les investissements nécessaires dans les énergies renouvelables sont substantiels, et les nouvelles installations - il n'est qu'à rappeler les controverses sur les parcs éoliens - doivent franchir de nombreux obstacles procéduraux. Les collectivités et les États devront donc composer avec des périodes transitoires où des vecteurs énergétiques moins pires que d'autres (comme le gaz naturel en comparaison avec les produits pétroliers) devront continuer à cohabiter avec les énergies renouvelables dont nous sommes pressés qu'elles composent l'entier du mix énergétique. Quant aux mesures d'économies d'énergie, portées à Lausanne par le programme Equiwatt, elles devront toujours affronter le reproche de n'en pas faire assez. Dans un contexte d'électrification de la mobilité et de développement des équipements domestiques dépendants de l'électricité et alors qu'augmente la population, contenir la consommation d'électricité ou la diminuer de quelques pour-cent est déjà un exploit, mais le résultat est quantitativement tout sauf spectaculaire: à Lausanne, la baisse de la consommation d'électricité en 2018 est légèrement meilleure que la moyenne suisse. Un certain nombre des paramètres liés à l'énergie thermique est dépendant de facteurs externes aux activités des énergéticiens: à l'exception du sien propre, la Ville ne maîtrise que très partiellement la rénovation du parc immobilier ou l'amélioration de l'efficacité énergétique des dispositifs de chauffage. Là aussi, l'assainissement du parc immobilier, la transition vers le biogaz et le recours à la géothermie en milieu urbain prendront encore des années, voire des décennies.

Mais ce n'est pas parce que l'on n'en fera jamais assez qu'il ne faut rien faire. Depuis la dernière AG des Verts lausannois, les Services industriels ont poursuivi leur mue. La nouvelle organisation mise en place leur permet d'envisager avec confiance les mutations encore incertaines qui résulteront des évolutions législatives et économiques dans le secteur énergétique. Il n'en reste pas moins que l'avenir des SiL est loin d'être un long fleuve tranquille ou un sentier bordé de roses - seraient-elles vertes... Leur triple mission de promouvoir les économies d'énergie, d'assurer la transition vers les énergies renouvelables, et de garantir des résultats bénéficiaires pour la Ville, les met en permanence sur la corde raide; la réorganisation leur assure davantage de sveltesse et de sens de l'équilibre.

Si la Ville ne dispose encore en propre d'aucun parc éolien, il faut souligner que la production solaire photovoltaïque connu des développements réjouissants; outre les nombreuses installations privées rendues obligatoires par la législation vaudoise sur l'énergie, la production des centrales dont dispose les SiL à travers la société SI-REN, en mains lausannoises, a désormais dépassé les 10 millions de kilowattheures. C'est bien plus de la moitié de l'ensemble de l'énergie solaire produite sur le territoire de la Ville. De plus, les regroupements d'autoconsommateurs, même s'ils poseront à terme un problème de répartition des coûts du réseau de distribution électrique, vont assurer une croissance réjouissante de la production solaire. Et l'expérience du contracting énergétique, d'abord sur le site du centre sportif de Malley puis dans les nouveaux écoquartiers, permettra à la fois de garantir une production de chaleur renouvelable (avec des critères très ambitieux de société à 2000 watts dans leur formulation la plus exigeante) et d'assurer des revenus à la Ville, liés à des activités dont le « modèle d'affaires » était encore inconnu il y a quelques années.

Dans le secteur du multimédia, la survie de l'offre lausannoise est liée d'une part à des partenariats solides (comme celui conclu avec Net+), d'autre part à une évolution de la législation en matière de régulation des réseaux télécoms - actuellement la situation est intégralement favorable aux grands acteurs historiques nationaux et aux GAFA. L'espoir demeure, même s'il est ténu, que des acteurs locaux pourraient être mieux protégés. En tout état de cause, l'intégralité des bâtiments lausannois est désormais raccordée au réseau de fibre optique construit par la Ville via la société LFO (également détenue à 100% par la Ville). Là encore, le « modèle d'affaires » qui permettra la rentabilité à long terme d'un tel réseau est encore en gestation. Il n'en reste pas moins que le dit réseau offre, tant en matière de protection des données qu'en termes sanitaires, de bien meilleures garanties que les réseaux hertziens, et qu'il fournit, au moins en partie, une alternative sûre à la 5G dont il a été abondamment question en ce début d'année.

Parmi les sociétés associées à la Ville et dont elle est actionnaire, trois éléments importants sont à relever. D'abord, EOS, qui détient d'énormes parcs éoliens en Allemagne et en France, a décidé de développer ses

activités dans le domaine solaire; elle a acquis des centrales photovoltaïques dans le sud de la France et au Portugal. L'énergie produite pourra, une fois que cesseront les subventions nationales, être acquise par les actionnaires d'EOS et viendra accroître leur part de nouvelles énergies renouvelables. Pour ce qui concerne Lausanne - si les législations et les capacités de transit aux frontières évoluent favorablement - cela pourrait signifier à terme, au moins 120 millions de kWh à disposition des Services industriels. Ensuite, il faut noter qu'Alpiq (dont Lausanne est indirectement actionnaire à travers EOS) a poursuivi sa difficile mue; l'exercice en cours a vu la fin de la convention de consortium qui regroupait les actionnaires fondateurs; l'arrivée d'un nouvel actionnaire, la refonte des missions de la société (dont la vente d'actifs de production au charbon) et sa réorganisation ont constitué des jalons très importants - et très chronophages pour son Conseil d'administration. Enfin, le vote et l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi vaudoise sur le sous-sol aura certainement des impacts sur les activités de Gaznat, non pas en tant que détentrice d'un réseau et approvisionneuse de ses actionnaires en gaz importé, mais en tant qu'elle-même actionnaire d'une société (Petrosvibri) dont l'ambition était de trouver et d'extraire du gaz en Suisse: cette mission est désormais caduque, ce dont les Vert-e-s ne peuvent que se réjouir.

Que retenir de ce rapide tour d'horizon? Toute ville est complexe. Il est passionnant d'observer, de comprendre et de faire évoluer les paramètres multiples d'un système doté à la fois d'inertie et de dynamisme, et dont les ramifications hors du monde institutionnel sont innombrables. En démocratie, les autorités (exécutives et parlementaires), ainsi que les partis, se doivent d'assumer leur antagonisme, leur complémentarité et leur solidarité. En butte aux critiques (souvent justifiées, parfois disproportionnées) des partis, des groupes et des médias, les responsables exécutifs sont confinés à l'art du possible. Pour ma part, je garde toujours autant de plaisir et d'intérêt à comprendre la ville, et à contribuer à son devenir. Approchant de la fin de mon mandat, je souhaite que mes collègues et celles et ceux qui me suivront, Vert-e-s et autres, éprouvent cette passion de la complexité et trouvent un bon équilibre entre les actions d'éclat et les discours programmatiques d'une part, les mesures locales réconfortantes d'autre part, les actions à très long terme tablant sur des effets de levier favorables à la cause de l'environnement encore, et enfin la limitation imposée par le fait que, pour l'instant, les Vert-e-s ne détiennent pas seuls la majorité - voire restent, à l'échelle nationale et internationale et en dépit de leurs progrès réjouissants, terriblement minoritaires dans un monde politique asservi aux multinationales irresponsables.

Il n'empêche: le dynamisme des Vert-e-s, avec une relève formidablement active, laisse augurer d'un réveil généralisé des consciences, et de la mise en œuvre progressive de mesures à la hauteur des défis qui se posent à l'humanité.

Jean-Yves Pidoux